

Union Pour la Méditerranée : une fausse note du Maroc

14/07/2008

Grandes messes, réunions de travail, conciliabules, rencontres informelles entre dirigeants politiques dont les territoires sont en guerre (Israël / Palestine) ou en conflit (Syrie / Liban), décidaient d'enterrer la hache de guerre à Paris et de (re)prendre le chemin du dialogue au service de la paix des peuples.

De prime abord, Nicolas Sarkozy a réussi son coup de...poker. En effet, annoncé en grande pompe lors de la campagne présidentielle 2007, ce projet destiné à redynamiser les relations (et les échanges) entre les pays de la rive Nord et Sud de la méditerranée est en passe de rentrer dans sa phase opérationnelle.

Cependant, quelques zones d'ombre planent sur la conduite, la gestion politique et, surtout, l'efficacité de la nouvelle plateforme. Articuler autour de thématiques comme le développement économique ou encore l'environnement, la volonté politique suffira-t-elle à supplanter le volet multidimensionnel ? A savoir la dimension humaine (non circulation des hommes et des femmes), politique (mode de gouvernance dans des pays du sud voué à maintenir la main mise sur les richesses), économique (c'est un secret de polichinelle de dire que la rive sud est la «poubelle» des pays du nord), sociale (et les déficits sociaux chroniques et croissants).

Du côté du Maroc, l'absence remarquée du Souverain à Paris laisse un goût amer au palais des responsables politiques et diplomatiques des deux rives. Quid de la communication officielle et la raison invoquée «emploi du temps surchargé» ? Premier supporter de l'UPM avant même la connaissance de son format, le Royaume semble (s'être) relayer au second rang aujourd'hui.

Pourquoi ? La présence de Abdelaziz Bouteflika, le président Algérien, qui, malgré avoir menacé de boycotter l'UPM, a officié (moyennant une contrepartie ?) à la tribune, constitue-t-elle la raison majeure de la volte-face marocaine ?

Est-ce la coprésidence Franco-Egyptienne et les nombreux candidats à la domiciliation du secrétariat de l'Union pour la Méditerranée alors que Rabat était pressenti favori ? En moins de 12 mois, le Maroc a affiché des signes peu encourageants auprès de ses partenaires directs. L'été 2007 avait été marqué par une escale annulée de Nicolas Sarkozy au Maroc lors de son «Sarkotour», puis il y a eu le «feuilleton» avec le rappel de Omar Azziman, Ambassadeur du Royaume en Espagne (suite au voyage du roi Juan Carlos réaffirmant l'appartenance espagnole de Sebta et Mellila). Et enfin, la visite éclair (reportée à plusieurs reprises) du Premier ministre espagnol Luis Zapatero au Maroc, vendredi 11 juillet 2007, sans agenda de travail précis et sur fonds «d'ajustements structurels».

Le Maroc a-t-il tenu à faire passer des messages ? Le nouveau statut de partenaire privilégié auprès de l'Union Européenne qui devrait être prochainement officialisé sous la présidence Française semble ne pas suffire ? Autant dire que la situation manque de clarté et de lisibilité...

Rachid Hallaouy
Copyright Yabiladi.com

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=politique&id=1465>